



Distr. générale  
7 août 2015  
Français  
Original : anglais



**Troisième Conférence internationale  
sur le financement du développement**

Addis-Abeba, 13-16 juillet 2015

Point 10 de l'ordre du jour

**Adoption du document final de la Conférence**

**Lettre en date du 5 août 2015, adressée au Secrétaire  
général de la Conférence par la Chargée d'affaires  
par intérim de la Mission permanente de l'État  
plurinational de Bolivie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de demander la consignation, dans le rapport de troisième Conférence internationale sur le financement du développement, du texte intégral de la présente lettre et de son annexe, dans laquelle figurent les trois réserves et la position générale exprimées par la Bolivie à la session de clôture de ladite Conférence.

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

La Chargée d'affaires par intérim  
(*Signé*) Ingrid **Sabja**



**Annexe à la lettre datée du 5 août 2015  
adressée au Secrétaire général de la Conférence  
par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission  
permanente de l'État plurinational de Bolivie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

**Réserves émises par l'État plurinational de Bolivie  
concernant le document final de la troisième  
Conférence internationale sur le financement  
du développement et l'interprétation  
qui sera faite de certains points du document  
(Addis-Abeba, 16 juillet 2015)**

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'État plurinational de Bolivie, et je tiens à profiter de cette première intervention de ma délégation pour adresser mes remerciements et mes félicitations au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour l'organisation de cette Conférence historique sur le financement du développement. Je souhaite tout d'abord manifester notre adhésion aux déclarations faites par la République sud-africaine au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

La deuxième phrase du premier paragraphe du Consensus de Monterrey se lit comme suit : « Notre objectif est d'éliminer la pauvreté, d'atteindre une croissance économique soutenue et de promouvoir le développement durable à mesure que nous progressons vers un système économique mondial véritablement ouvert à tous et équitable. »

Au cours des longues négociations qui ont eu lieu au sein du Groupe des 77 et de la Chine et avec les pays développés, l'État plurinational de Bolivie a insisté sur cet objectif, que nous nous efforçons d'atteindre tant dans notre pays qu'à l'échelle internationale.

Bien que nous nous joignons au consensus général, motivés par l'esprit de solidarité qui doit régner entre les peuples, nous tenons à manifester notre désaccord et à faire connaître nos réserves concernant les paragraphes suivants du document intitulé Programme d'action d'Addis-Abeba.

**Réserves**

**Subventions aux énergies et mécanismes de financement innovants**

La Bolivie rappelle qu'elle interprétera les paragraphes 31, 60 et 69, relatifs à l'énergie et à son financement, conformément aux réserves qu'elle avait déjà émises au sujet de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement.

**Interprétation**

La Bolivie informe la communauté internationale qu'en tant que pays en développement, elle interprétera la dernière phrase du paragraphe 5 comme suit :

« Nous réaffirmons également l'ensemble des principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, en particulier celui des responsabilités communes mais différenciées. »

L'État plurinational de Bolivie demande que la présente déclaration soit intégralement consignée dans le document final de la Conférence.

---